

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Arrêté permanent n°23-AP-0007  
Portant réglementation de la circulation**

**RUE DE VERDUN**

**LE MAIRE,**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 et L. 2212-2 et suivants

VU le Code de la route et notamment les articles L. 325-1, L. 325-3, L. 411-1, R. 411-7, R. 411-8 et R. 413-1

VU le Code Pénal et notamment l'article R. 610-5

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU Arrêté portant délégation de fonction et de signature à Monsieur ACHOURI 6ème Adjoint au Maire

CONSIDÉRANT qu'il incombe à l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers, à la commodité de l'utilisation de la voie publique et à la protection de l'environnement et de la tranquillité publique

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h RUE DE VERDUN, depuis la RUE EDOUARD VAILLANT jusqu'à l'AVENUE DE LA REPUBLIQUE.


**ARTICLE 2 :** Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté abroge et remplace toutes les dispositions contraires antérieures.

ARTICLE 4 : Le chef de service de la Police Municipale de Villejuif et le Commissaire Divisionnaire du commissariat du Kremlin-Bicêtre seront chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait et arrêté en Mairie, le 13/06/2023

**Pour le Maire, par délégation**  
**Christophe ACHOUR**  
6<sup>ème</sup> Adjoint au Maire  
En charge des Travaux, du Patrimoine,  
Propreté et Adjoint de quartier secteur Ouest



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.